

Lyhanna est le prénom de nos renoncements démocratiques

Description

La chronique de Patrick Pilcer

Lyhanna avait 11 ans.

À cet âge, on devrait penser aux vacances, aux copines, aux rêves que l'on construit en silence. On ne devrait jamais devenir le visage d'un drame national.

Comme souvent après une tragédie, les questions affluent. Comment un homme déjà connu de la justice a-t-il pu se retrouver à proximité d'enfants ? Pourquoi les signaux d'alerte et les plaintes n'ont-ils pas produit les effets attendus ? Qui a failli ? Qui savait ? Qui n'a pas agi ?

Les enquêtes détermineront les responsabilités individuelles. Mais déjà commence un spectacle que les Français connaissent trop bien : celui de la défausse.

L'administration pointe le manque de moyens. Les magistrats évoquent l'encombrement des tribunaux. Les services sociaux dénoncent leur surcharge. Les responsables politiques accusent leurs prédécesseurs ou leurs opposants et cherchent à transformer les émotions légitimes causées par cette tragédie en arguments partisans.

Chacun se renvoie la balle tandis qu'une famille et la Nation pleurent un enfant.

La vérité peut pourtant être plus dérangeante.

Les défaillances de l'État ne naissent pas spontanément. Elles sont souvent le résultat de choix collectifs accumulés au fil des années. Certes, les gouvernements portent une responsabilité majeure. Ce sont eux qui arbitrent les budgets, fixent les priorités et répartissent les ressources. Et nos députés votent.

Dans une démocratie, les gouvernements et les députés ne tombent pas du ciel : ils sont élus.

Et ceux qui les élisent ont eux aussi une part de responsabilité dans le destin du pays. Nous avons,

chacun, une part de responsabilité dans le choix de notre destin, comme dans ce crime.

Depuis plusieurs années, une partie croissante de notre vie politique est occupée par des formations dont l'objectif semble moins de gouverner que de provoquer, de diviser et d'empêcher les autres de gouverner et de faire avancer la Nation.

À l'extrême gauche, certains rêvent davantage de confrontation permanente, voire d'insurrection, que de construction collective et de Vivre Ensemble. Le vacarme, la menace, la violence y tiennent souvent lieu de projet. L'extrême gauche n'hésite plus à participer à des manifestations où la violence déferle, où la parole la plus nauséabonde se libère, où la haine est tout sauf résiduelle.

À l'extrême droite, d'autres travaillent méthodiquement à banaliser leur image, à la rendre d'apparence propre sous tous les angles, mais sans jamais renoncer aux tentations illibérales, voire anti-républicaines, qui constituent leur ADN historique.

Le résultat de nos votes est sous nos yeux. Une Assemblée fragmentée. Des majorités introuvables. Des budgets minimalistes élaborés dans la douleur. Des réformes sans cesse retardées. Une puissance publique qui s'affaiblit à mesure que les postures prospèrent.

Pendant que les « responsables » politiques se neutralisent mutuellement, nos besoins comme nos attentes, eux, ne disparaissent pas.

La justice a besoin de magistrats. La protection de l'enfance a besoin d'éducateurs. La police a besoin d'effectifs. Les territoires ont besoin d'investissements. Les citoyens ont besoin de sécurité, de confiance et de pouvoir d'achat. La République a besoin d'autorité, mais aussi d'organisation.

Or gouverner exige davantage que des slogans. Gouverner exige de l'expérience. De la méthode. Du courage. Une connaissance concrète des réalités locales. Une capacité à arbitrer entre des priorités contradictoires.

Bref, tout ce qui s'acquiert en dirigeant, en assumant des responsabilités réelles.

À moins d'un an de l'élection présidentielle de 2027, la France devra faire un choix.

Celui de la colère ou celui de la reconstruction. Celui des tribuns ou celui des bâtisseurs. Celui du ressentiment ou celui de la responsabilité.

Nous n'avons plus le luxe de voter les yeux fermés. Nous n'avons plus le luxe de confondre agitation et compétence. Nous n'avons plus le luxe d'élire des professionnels de l'indignation lorsqu'il nous faut des professionnels de l'action.

Nous ne pouvons plus donner les clés de l'Elysée ni à un nouvel énarque nous endormant avec des belles formules mais au bien triste bilan, ni à un nouveau Mozart de la Finance ou de la Politique, ni à un jeune loup sans expérience réussie de gouvernance, ni à un tribun excitant la foule, ni à des clowns !

Il nous faut un Président qui ait une réelle expérience des Territoires, un bilan brillant de réindustrialisation, de relance économique d'une région comme de soutien aux plus faibles. Quelqu'un qui puisse réparer notre Pacte Social tout en nous proposant un plan, une stratégie, un cap. Un

bâtisseur qui nous rassure.

La mort de Lyhanna ne doit pas devenir un argument politique de plus. Elle doit être un rappel. Le rappel que les institutions ne fonctionnent que si nous choisissons ceux qui sont capables de les faire fonctionner. Le rappel que la démocratie n’est pas seulement le droit de voter.

C’est aussi la responsabilité de bien voter. Avec lucidité. Avec mémoire. Avec l’exigence que ceux à qui nous confions la Nation aient déjà démontré leur capacité à gouverner, à protéger et à rassembler, avec succès.

Car lorsqu’une République ne parvient plus à protéger ses enfants, ce n’est jamais seulement l’échec d’un service. C’est un signal d’alarme adressé à toute la Nation.

Patrick Pilcer

Categorie

1. Édito

date créée
8 juin 2026